

Unité interdépartementale des deux Savoie
ZI des Landiers Nord - 430, rue Belle Eau
73 011 Chambéry
ud-ds.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Chambéry, le 18/02/2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Partie nominative

GRANULATS VICAT

4 Rue Aristide Bergès
Les 3 Vallons BP 33 CEDEX
38080 l'Isle d'Abeau

Affaire suivie par : MAILLARD Emmanuelle
Téléphone : 04 50 08 09 10
Courriel : emmanuelle.maillard@developpement-durable.gouv.fr
Références : 20260211-InspCarGV-Laissaud-vs
Code AIOT : 0006101572

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 11/02/2026 de l'établissement de la société GRANULATS VICAT implanté Lieu-dit « Pré Couardin » 73 800 Laissaud. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- MAILLARD Emmanuelle, Unité départementale de la Savoie et Haute-Savoie, C1, inspecteur de l'environnement ;
- Mme Isabelle CARBONNIER, Cheffe de la cellule « carrières, matériaux, urbanisme » de l'unité interdépartementale des deux Savoie.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- M. Thomas COBESSI, Société Granulats Vicat, Chef de secteur Foncier (centre Est) ;
- M. Florian DEALESSANDRI, Société Granulats Vicat, Chef de secteur Savoie ;
- M. Marc PERRET, Société Granulats Vicat, Chef de carrière à La Chavane + Laissaud
- M. Yoann MIENS, Société Granulats Vicat, Coord QSE Savoie
- M. Jérémy DELAROCHE, Société SATMA, BE pour Vicat Géologie/Réserve/ICPE.
- Le courriel d'échange avec l'administration est thomas.cobessi@vicat.fr

Rédacteur	Vérificateur / Approbateur
L'inspecteur de l'environnement MAILLARD Emmanuelle	Pour le directeur et par délégation, La cheffe de la cellule « carrières, matériaux, urbanisme » de l'unité interdépartementale des deux Savoie, Isabelle CARBONNIER

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 11/02/2026 de l'établissement de la société GRANULATS VICAT implanté Lieu-dit « Pré Couardin » 73800 Laissaud, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Constat n°1 - Durée et Volumes** – Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2021 article : 1.1.2
 - Transmission d'une demande de procédure « cas par cas », par courrier électronique, à Mme la préfète de la Savoie à l'adresse suivante : pref-icpe@savoie.gouv.fr.
L'inspection sera mise en copie.

Unité interdépartementale des deux Savoie
ZI des Landiers Nord - 430, rue Belle Eau
73 011 Chambéry
ud-ds.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Chambéry, le 18/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT

4 Rue Aristide Bergès
Les 3 Vallons BP 33 CEDEX
38080 l'Isle d'Abeau

Références : 20260211-InspCarGV-Laissaud-vs
Code AIOT : 0006101572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté Lieu-dit « Pré Couardin » 73800 Laissaud. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- Lieu-dit « Pré Couardin » 73 800 LAISSAUD
- Code AIOT : 0006101572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société « Granulats Vicat » a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires en eau, Lieu-dit Pré Couardin sur la commune de Laissaud par arrêté préfectoral du 13/04/2016 pour une durée de 5 ans.

Le rythme d'extraction était de 240 000 tonnes/an en moyenne et 340 000 t/an au maximum et le remblayage total autorisé était de 700 000 m³ pour la remise en état.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 24/12/2020, la société Granulat Vicat a été autorisée à proroger l'autorisation de 5 ans pour réaliser la remise en état du site, l'extraction n'étant plus autorisée. Par arrêté préfectoral du 6/12/2021, dans le cadre de la remise en état et l'apport de déchets inertes extérieurs, La société Granulats Vicat a été autorisée à augmenter par 3 les seuils des paramètres suivants : Arsenic, Plomb, Antimoine, Sulfate et Fluorures. L'exploitant, dans sa demande, a omis de solliciter simultanément l'augmentation de la fraction soluble qui est liée à

l'augmentation de ces paramètres.

La remise en état n'étant pas achevée, la société Granulats Vicat a déposé en décembre 2025, un porter à connaissance pour demander :

- une nouvelle prolongation de l'autorisation de 5 ans afin de remettre en état le site ;
- d'augmenter d'un facteur 3 la fraction soluble en complément des paramètres précédemment augmentés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une demande d'action corrective :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾
1	Durée et Volumes	AP Complémentaire du 06/12/2021,	Demande d'action corrective

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾
		article 1.1.2	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Acceptation des matériaux de remblais extérieurs	AP Complémentaire du 06/12/2021, article 2.2.1.
3	Bilan annuel	AP Complémentaire du 06/12/2021, article 2.2.2.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément aux articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 du code de l'environnement, la demande de prolongation qui représente une augmentation de plus d'un tiers de la durée initiale d'exploitation justifie que le projet fasse l'objet d'un examen au cas par cas afin de décider s'il doit être soumis ou non à la réalisation d'une évaluation environnementale.

Aussi, l'exploitant transmettra une demande de procédure « cas par cas » qu'il transmettra par voie électronique à Mme la préfète de la Savoie à l'adresse suivante :

- pref-icpe@savoie.gouv.fr

L'inspection sera mise en copie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée et Volumes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2021, article 1,1,2
Thème(s) : Situation administrative, Porter à Connaissance
<p>Prescription contrôlée</p> <p>L'autorisation de procéder au remblayage de la carrière au moyen de déchets inertes de « classe 3+ » est concédée pendant toute la durée de la prolongation de l'autorisation d'exploiter prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/12/2020, soit jusqu'au 13 avril 2026, remise en état inclus.</p> <p>Les volumes de déchets inertes de « classe 3+ » susceptibles d'être utilisés pour les opérations de confortement de la digue de l'Isère présente en limite Ouest du site de la carrière ne pourront excéder un volume global de 615 000 m³</p>
<p>Constats</p> <p>Afin de finaliser la remise en état du site, en décembre 2025, la société Granulats Vicat a déposé un porter à connaissance concernant une demande de prorogation supplémentaire de 5 ans. Cette remise en état prévoit un renforcement des digues de l'Isère afin d'éviter la capture du plan d'eau par l'Isère. Elle est réalisée avec la validation du Syndicat Mixte de l'Isère et de l'Arc en Combe de Savoie (SISARC). Pour satisfaire à cette remise en état, l'apport de 500 000 t de matériaux inertes provenant du chantier TELT était prévu. Cependant, du fait du retard du chantier opérationnel, le volume initial de matériaux inertes provenant de l'activité des tunneliers n'ont pas été générés.</p> <p>Ainsi, le non apport de ces matériaux a généré un retard important par rapport au projet initial. A noter que les tunneliers sont mis en service entre l'automne 2025 et fin 2027.</p> <p>A la suite de la lecture du PAC, les remarques sont les suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • page 27 : les différents volumes doivent correspondre (tableau ainsi que les chiffres des différents alinéas). Par ailleurs, à la suite des déclarations de l'exploitant lors de visite, il

<p>serait peut-être judicieux d'apporter de la flexibilité par rapport aux volumes nécessaires pour consolider les digues (préconisations du SISARC et de la mise en œuvre des renforcements dont les pentes ne peuvent pas être totalement maîtrisées sous l'eau) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • page 31 et Annexe 5 : l'exploitant précisera le fonctionnement de la nappe. Par ailleurs, il complètera le suivi piézométrique avec les résultats du PZ4 ; • l'impact éventuel d'une multiplication d'un facteur 3 sur la fraction soluble doit être précisé ; • un plan lisible du calcul des garanties financières ainsi qu'un plan de situation de remise en état doivent être joints.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément aux articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 du code de l'environnement, la demande de prolongation qui représente une augmentation de plus d'un tiers de la durée initiale d'exploitation justifie que le projet fasse l'objet d'un examen au cas par cas afin de décider s'il doit être soumis ou non à la réalisation d'une évaluation environnementale.</p> <p>Aussi, l'exploitant transmettra une demande de procédure « cas par cas » qu'il transmettra par voie électronique à Mme la préfète de la Savoie à l'adresse suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pref-icpe@savoie.gouv.fr <p>L'inspection sera mise en copie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 2 : Acceptation des matériaux de remblais extérieurs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2021, article 2.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des Déchets extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée</p> <p>Pour les matériaux qui sont acceptés, l'exploitant délivre un accusé réception au producteur de déchets, en complétant le document fourni par celui-ci avec les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la quantité de matériaux admise (en tonnes) ; • la date et l'heure de l'acceptation des déchets. <p>L'exploitant conserve sur le site de la carrière, un registre d'admission strictement actualisé, dans lequel seront consignés pour chaque déchargement de déchets inertes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'AR des déchets ; • le résultat du contrôle visuel ; • le cas échéant, le résultat de la vérification des documents d'accompagnement ; • le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Dans le registre, sont également mentionnés les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la provenance des déchets inertes extérieurs ; • la quantité des déchets inertes accueillis ; • les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés ; • les coordonnées des mailles en relation avec le plan topographique de remblayage précité (phasage de l'immersion des déchets inertes de « classe 3+ »).
<p>Constats</p> <p>Le jour de l'inspection, nous avons constaté que l'ensemble des items demandés étaient présents dans le registre.</p> <p>L'exploitant nous a également déclaré qu'il remplissait trackdéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Bilan annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2021, article 2.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux
<p>Prescription contrôlée</p> <p>L'exploitant procède annuellement à une interprétation critique des résultats obtenus :</p> <ul style="list-style-type: none">• comparaison amont/aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;• évolution des résultats par rapport aux années antérieures ;• comparaison des résultats obtenus par rapport aux simulations initialement réalisées. <p>Ce bilan annuel fera l'objet d'un rapport de synthèse qui sera transmis au service d'inspection des installations classées de la DREAL dans le mois suivant la réception des résultats de la campagne de mesures.</p> <p>À cette occasion, l'exploitant informera l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de constat de pollution.</p> <p>Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans l'hypothèse où les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>En fonction, des résultats obtenus, la fréquence et les caractéristiques des prélèvements et des analyses pourront à tout moment être revues à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait toujours pas reçu le bilan pour l'année 2025. L'exploitant a transmis pour info, le bilan de 2024 conformément aux prescriptions. Nous n'avons pas vu d'incohérence ou d'élément qui mettrait en évidence une éventuelle pollution.</p>
Type de suites proposées : Sans suite